

sactions suspectes portant sur les produits chimiques précurseurs et essentiels et, selon qu'il convient, à encourager l'industrie à établir des codes de conduite destinés à compléter les mesures réglementaires et à en renforcer l'efficacité;

17. *Prie* le Secrétaire général de communiquer la présente résolution à tous les gouvernements pour examen et suite à donner.

*41^e séance plénière
30 juillet 1992*

1992/30. Demande et offre d'opiacés à des fins médicales et scientifiques

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1979/8 du 9 mai 1979, 1980/20 du 30 avril 1980, 1981/8 du 6 mai 1981, 1982/12 du 30 avril 1982, 1983/3 du 24 mai 1983, 1984/21 du 24 mai 1984, 1985/16 du 28 mai 1985, 1986/9 du 21 mai 1986, 1987/31 du 26 mai 1987, 1988/10 du 25 mai 1988, 1989/15 du 22 mai 1989, 1990/31 du 24 mai 1990 et 1991/43 du 21 juin 1991,

Soulignant de nouveau que la réalisation d'un équilibre entre l'offre licite d'opiacés et la demande légitime de ces substances à des fins médicales et scientifiques constitue un aspect important de la stratégie et des politiques internationales de lutte contre l'abus des drogues et que la solution du problème des stocks excédentaires de matières premières opiacées est une étape essentielle sur cette voie,

Notant que la coopération et la solidarité internationales sont indispensables pour résoudre le problème des stocks excédentaires, qui représentent une lourde charge, notamment sur le plan financier, pour les pays qui sont des fournisseurs traditionnels,

Ayant noté les recommandations utiles faites par l'Organe international de contrôle des stupéfiants dans ses rapports spéciaux sur la demande et l'offre d'opiacés à des fins médicales et scientifiques⁷⁸,

Ayant examiné le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1991⁷⁹, en particulier les paragraphes 81 à 88 concernant la demande et l'offre d'opiacés à des fins médicales et scientifiques,

1. *Prie instamment* tous les gouvernements de rechercher activement les moyens d'améliorer rapidement la situation en ce qui concerne les stocks excédentaires de matières premières opiacées détenus par les pays qui sont des fournisseurs traditionnels;

2. *Prie* tous les gouvernements de prendre des mesures pour appliquer les résolutions du Conseil concernant la demande et l'offre d'opiacés à des fins médicales et scientifiques, eu égard particulièrement à la mise en garde figurant au paragraphe 82 du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1991⁷⁹, selon lequel, à partir de 1992, la production mondiale de matières premières opiacées pourrait cesser d'être inférieure à la consommation globale d'opiacés;

3. *Félicite* l'Organe international de contrôle des stupéfiants de ses efforts visant à surveiller l'application des recommandations figurant dans son rapport spécial pour 1989 sur la demande et l'offre d'opiacés à des fins médicales et scientifiques, établi en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé⁸⁰;

4. *Engage* l'Organe international de contrôle des stupéfiants à poursuivre avec les principaux producteurs de matières premières opiacées et les principaux importateurs ses échanges de vues officiels sur la question de l'offre et de la demande au cours des sessions de la Commission;

5. *Prie* le Secrétaire général de communiquer la présente résolution à tous les gouvernements pour examen et suite à donner.

*41^e séance plénière
30 juillet 1992*

1992/31. Seconde phase du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification du Fonds international de développement agricole

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1989/88 du 26 juillet 1989, dans laquelle il a souligné la nécessité urgente d'encourager de façon substantielle la production alimentaire dans les pays en développement, et sa résolution 1991/95 du 26 juillet 1991 sur la seconde phase du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification du Fonds international de développement agricole,

Rappelant également la résolution 45/207 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990, par laquelle l'Assemblée a prié instamment la communauté internationale d'appuyer les efforts des pays en développement en accroissant encore le flux de ressources vers ces pays, notamment de ressources concessionnelles destinées au développement agricole,

Ayant à l'esprit la résolution 46/151 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1991, dans laquelle l'Assemblée a adopté le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90,

Rappelant la résolution CM/Res. 1416 (LVI) sur la seconde phase du Programme spécial, adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa cinquante-sixième session ordinaire et entérinée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt-huitième session ordinaire, tenue à Dakar en juillet 1992,

Notant avec satisfaction la bonne exécution de la première phase du Programme spécial, y compris la mobilisation de 300 millions de dollars, objectif visé pour cette phase du Programme,

Rappelant également la résolution 67/XIV du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole sur l'établissement d'une seconde phase du Programme spécial, et notamment sa décision de prendre note de l'appel des Etats membres africains à l'effet qu'aucun effort ne soit épargné pour atteindre l'objectif de 300 millions de dollars pour la seconde phase du Programme spécial et d'inviter tous les membres en mesure de le faire à contribuer généreusement, sur une base volontaire, aux ressources spéciales pour l'Afrique subsaharienne au titre de la seconde phase du Programme spécial de trois ans, en ayant à l'esprit le niveau des ressources mobilisées pour la première phase et la réalisation réussie de celle-ci⁸¹,

Notant les progrès accomplis dans la conduite des activités préparatoires pour le lancement de la seconde phase du Pro-

gramme spécial, y compris la constitution d'une réserve de projets se trouvant à un stade avancé de préparation,

Exprimant sa profonde gratitude pour les contributions annoncées au titre de la seconde phase du Programme spécial par un certain nombre de pays industrialisés ainsi que d'autres Etats membres en développement,

1. *Invite* la communauté internationale à contribuer généreusement, sur une base volontaire, à la seconde phase du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification du Fonds international de développement agricole;

2. *Invite également* les bailleurs de fonds qui ont déjà annoncé des contributions volontaires substantielles à la seconde phase du Programme spécial à déposer leurs instruments de contribution afin de permettre le démarrage de cette phase du Programme spécial le plus rapidement possible en 1992

41^e séance plénière
30 juillet 1992

1992/32. Alimentation et développement agricole

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Conseil mondial de l'alimentation sur les travaux de sa dix-huitième session ministérielle, tenue à Nairobi du 23 au 26 juin 1992⁸²,

Notant le rôle joué par le Conseil mondial de l'alimentation dans la lutte contre la faim,

Constatant avec inquiétude que le nombre de personnes victimes de la faim et de situations de famine ne cesse de croître,

Considérant qu'il est nécessaire de réexaminer le rôle, le fonctionnement et le mandat du Conseil mondial de l'alimentation,

1. *Appuie* les recommandations faites par le Conseil mondial de l'alimentation à sa dix-huitième session ministérielle⁸³,

2. *Accueille avec satisfaction* la décision du Conseil mondial de l'alimentation de créer un comité ad hoc chargé de faire des propositions spécifiques, pour examen par l'Assemblée générale à sa quarante-septième session, concernant le mandat et les fonctions du Conseil mondial de l'alimentation ainsi que les options pour ce qui est de son futur rôle⁸³.

41^e séance plénière
30 juillet 1992

1992/33. Action préventive et lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)

Le Conseil économique et social,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)⁸⁴,

1. *Approuve*, en tant que cadre général d'orientation, la stratégie mondiale actualisée de lutte contre le SIDA⁸⁵;

2. *Fait siennes* les recommandations du Comité de gestion du Programme mondial de lutte contre le SIDA de l'Organisation mondiale de la santé concernant la coordination des activités relatives au virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et au SIDA à l'échelon tant mondial que na-

tional, et encourage tous les organismes compétents de l'Organisation des Nations Unies à collaborer à l'application de ces recommandations⁸⁶;

3. *Prie* les organismes des Nations Unies intéressés, lorsqu'ils cherchent à établir de meilleurs dispositifs de coordination à l'échelon des pays, d'avoir à l'esprit l'importante fonction que le coordonnateur résident devrait être appelé à remplir dans ces dispositifs pour assurer une application efficace de la stratégie mondiale mise à jour,

4. *Prie* le Secrétaire général, en application de la résolution 45/264 de l'Assemblée générale en date du 13 mai 1991, d'inviter le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, agissant en étroite collaboration avec les autres organes, organismes et programmes intéressés des Nations Unies, à l'informer, lorsqu'il se réunira pour sa session de fond de 1993 et par l'intermédiaire du Secrétaire général, des éléments nouveaux intervenus dans la coordination des activités portant sur le VIH et le SIDA aux échelons mondial et national.

41^e séance plénière
30 juillet 1992

1992/34. Activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1991/54 du 26 juillet 1991,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur le rôle des sociétés transnationales en Afrique du Sud⁸⁷,

Rappelant également la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, que l'Assemblée générale a adoptée à sa seizième session extraordinaire⁸⁸ et dans laquelle elle indique des lignes directrices sur les moyens de mettre fin à l'apartheid grâce à des négociations véritables,

Se félicitant des faits récemment survenus en Afrique du Sud, y compris l'abrogation ou l'amendement des principales lois d'apartheid, la formation du Patriotic United Front, le processus de négociation en cours, notamment sous les auspices de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique, et les résultats du référendum réservé aux Blancs du 17 mars 1992,

Vivement préoccupé de constater que la violence en Afrique du Sud résultant de visées politiques s'aggrave malgré la signature de l'Accord national de paix le 14 septembre 1991,

Réitérant qu'il faut d'urgence éliminer les derniers obstacles à la création d'une atmosphère propice à des négociations sur la Constitution,

Conscient des obligations qui lui incombent touchant l'élimination complète de l'apartheid, lesquelles ont été réaffirmées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 44/244 du 17 septembre 1990, 45/176 A du 19 décembre 1990 et 46/79 A du 13 décembre 1991,

1. *Se félicite* de l'évolution politique favorable observée récemment en Afrique du Sud, qui accroît les possibilités d'élimination totale de l'apartheid dans ce pays;

2. *Réaffirme* que les gouvernements, les entrepreneurs et les entreprises, y compris les sociétés transnationales, ont aidé à précipiter la fin du système d'apartheid et les invite à accorder leur soutien entier et concerté dans ce sens, ainsi